



« Le grand voyage d'Abou Hafs »

Extrémisme religieux, plongée dans les milieux radicaux du Maroc

Hicham Houaïfa

En toutes lettres, collection Enquêtes, 2017 – prix spécial du jury du prix Grand Atlas 2017

« J'ai grandi dans un environnement où je n'avais pas le choix des idées que l'on m'inculquait. Il m'a fallu du temps pour pouvoir remettre en cause toute la structure de ma pensée. C'est ce qui me permet aujourd'hui de porter un regard nouveau sur les questions d'actualité comme la nature de l'État (civil ou religieux), les libertés individuelles, la place de la femme... C'est un travail qui m'a demandé des années entières de lectures, de recherches, d'autocritique, de souffrances... », nous lance d'emblée Abdelwahab Rafiki, plus connu sous son nom salafiste d'Abou Hafs. Et d'ajouter : « Il m'a fallu

du courage pour franchir le pas. Durant ce processus, j'ai perdu beaucoup d'amis, de suiveurs. J'ai reçu des menaces, y compris de liquidation physique. J'ai fait un choix très clair : rejeter l'esprit salafiste existant et défendre un islam des Lumières. »

Abou Hafs a été pendant longtemps considéré comme un des plus grands *chioukh* de la Salafiya jihadiya, à l'instar des Kettani, Haddouchi et Fizazi. Tous ont écopé de lourdes peines de prison, accusés d'avoir été les idéologues des kamikazes qui ont commis les attentats du 16 mai 2003. Par la suite, ils ont tous été graciés par le roi. De ce quatuor de choc, seul Abou Hafs a radicalement changé. Aujourd'hui, il mène une guerre ouverte contre les idées salafistes *takfiristes* et oppose à ce courant un salafisme marocain. Un islam des lumières qui est porté par des ouléma marocains comme Allal El Fassi, Belarbi El Alaoui, Abou Chouaïb Doukkali ou encore Mokhtar Soussi. L'homme s'inscrit dans un courant *tanwiriste* (des Lumières). Un courant qui rassemble des dizaines de jeunes, d'anciens détenus salafistes, mais aussi d'autres jeunes venant d'autres courants des différentes villes du pays. Rafiki pense qu'il faut réformer au plus vite car, en face, le radicalisme violent prend de l'ampleur. « Les bases idéologiques des groupes extrémistes dont Daech proviennent également de la sunna. Le plus grand problème de l'islam aujourd'hui, ce sont ces *riwayates*, ces histoires qui font partie des hadiths ». Et d'ajouter : « Les conditions de l'émergence des sciences du hadith sont très politiques. Le hadith sur la *rida*, l'apostasie, est un hadith politique par excellence. »

« Le lexique jihadiste avait le vent en poupe »

Abdelwahab Rafiki est né à Casablanca en 1974. Il a grandi à Bourgogne, un quartier du centre-ville plutôt classe moyenne. Il est l'unique enfant d'Ahmed Rafiki, un cadre de la Santé. Sa mère, elle, était employée à la RAM. « Mon père était convaincu par les idées du salafisme wahhabite. J'ai ouvert les yeux sur la religion au début des années 1980. Des années caractérisées par une vague de religiosité, surtout salafiste avec des prêcheurs stars comme Zohal, Belqadi ou encore Driss El Jay. Les *chioukh* de l'époque étaient très influencés par le courant wahhabite. Et les mosquées étaient investies par la grande foule. Moi, enfant puis adolescent, je ne pouvais qu'adhérer à ces idées. » Dans la maison parentale, les grands *chioukh* se retrouvaient. Tout petit, Abdelwahab Rafiki a rencontré le patron des salafistes wahhabites marocains, Takieddine El Hilali, Abdeslam Yassine fondateur de *Al Adl Wal*

Ihssane, et bien d'autres prêcheurs de l'époque. À côté de l'école, il passera beaucoup de temps à apprendre le Coran : son père n'hésitera pas à l'envoyer, à 12 ans, vivre pendant trois ans, dans la maison d'un fqih de Fès, afin d'apprendre les 60 *hizb*. Abdelwahab Rafiki se rappelle de l'ambiance de l'époque et surtout des idées qui circulaient : « On incitait les jeunes à corriger leur foi. On faisait la promotion des *nawaqid*, les dix annulatifs de l'islam, tel qu'enseignés par l'imam Mohamed Ibn Abdelwahab¹. Le lexique jihadiste avait le vent en poupe : on incitait à tuer les mécréants, faire le jihad... » 1989 a été une année charnière dans la vie de Abdelwahab Rafiki, l'adolescent. Sur ordre du Dr. Abdelkrim El Khatib, une des grandes figures de l'armée nationale et fondateur du Parti justice et développement (PJD), alors président de l'Association marocaine de soutien au Jihad du peuple afghan, son père s'envole en terres afghanes, « afin d'apporter un soutien médical aux moudjahidines en affrétant une marchandise de médicaments ». L'année suivante, il y va pour de bon. En fait, Ahmed Rafiki, qui sera poursuivi, en juillet 2003, pour « constitution de bande criminelle et tentative d'homicide avec préméditation », deviendra entretemps, Abou Houdaïfa, « le doyen des Afghans marocains ». « Mon père est parti pour aider les moudjahidines avec son savoir d'infirmier, à un moment où les vagues de départ vers l'Afghanistan étaient encouragées par l'Occident relayé par l'État marocain », se souvient Abdelwahab Rafiki. Des centaines de Marocains sont partis aider « leurs frères afghans contre l'opresseur soviétique », avec l'approbation implicite du ministère de l'Intérieur, dirigé alors par Driss Basri. Et sous le parapluie théologique de Abdelkebir M'daghri Alaoui, ministre des Habous et des Affaires islamiques de 1985 à 2002. Les Maisons du Coran de l'association *Al-Da'wa ila l-qor'an wa al-sunna*, présidée par le salafiste wahhabite Mohamed Maghraoui, s'activaient tout particulièrement dans ce sens, ainsi que l'association de Abdelkrim El Khatib, qui était proche du Palais. « C'était une période où l'on décrivait ceux qui partaient pour le jihad en Afghanistan comme des héros. Mon père a été envoyé au départ par l'association d'El Khatib qui comptait parmi ses membres Moulay Ali Kettani et l'actuel Chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane », précise Abdelwahab Rafiki.

L'État marocain complice !

À 16 ans, à la demande de son père, Abdelwahab Rafiki va le rejoindre en Afghanistan. C'était en 1990. « J'ai pris mon visa pakistanais à Rabat. J'ai pris l'avion à l'aéroport Mohammed V de Casablanca pour l'Arabie Saoudite, où on m'a mis dans un autre avion pour Islamabad. De là, on m'a emmené à Peshawar, alors capitale des Afghans arabes. Tout était facile, je dirais même facilité par l'État marocain », souligne-t-il. De Peshawar, le jeune homme part rejoindre son père à Khost. Les troupes soviétiques s'étaient retirées d'Afghanistan en 1989, mais la guerre opposait toujours les Moudjahidines au pouvoir communiste de Najibullah. « On ne rentrait pas en Afghanistan sans faire un stage de maniement des armes. À la frontière avec Khost, j'ai vu des kalachnikovs, des mortiers, des restes d'avions de chasse étalés en plein air. La ville était soumise à des bombardements. On était dans un *ribat* (regroupement). On passait la journée à réciter du Coran et à assister aux prêches. Il y avait des Marocains, mais les plus nombreux, c'étaient les Saoudiens, les Yéménites, les Algériens et les Libyens. » Il y avait également les *Madafate*, les lieux de réception. La plus importante, Bayt Al Anssar, était financée par Oussama Ben Laden. Ce dernier était alors en odeur de sainteté, autant avec le régime saoudien que les régimes occidentaux. « À Peshawar, j'assistais à des discussions, notamment entre Algériens, sur la guerre qu'il fallait entreprendre contre le régime qui avait volé les élections aux islamistes », se souvient Abdelwahab Rafiki. Et d'ajouter : « J'ai passé trois mois là-bas, puis je suis

¹ <http://www.3ilmchar3i.net/article-les-10-annulatifs-de-l-islam-video-72798062.html>

revenu au Maroc. J'avais 16 ans et j'ai été accueilli comme un vaillant combattant qui avait vécu des choses extraordinaires, dans la terre des grands moudjahidines de la trempe de Rabbani et de Shah Massoud. »

L'année 1990 a également marqué l'histoire du salafisme marocain. En juin 1990, débute la guerre du Golfe qui a pour objectif d'expulser les troupes de Saddam Hussein du Koweït. L'Arabie Saoudite demande l'aide des Américains, ce qui suppose que les marines s'installent dans les « terres saintes » de l'Arabie. Une *fatwa* émise par Sheikh Ibn Baz² et le comité des grands savants autorise les Al Saoud à demander l'aide de l'armée américaine. Cette *fatwa* a profondément divisé les oulémas. « Il y a eu ceux qui se sont rangés du côté d'Ibn Baz et d'autres qui ont condamné cette décision. Le Maroc n'est pas resté étranger à ce débat. Le salafisme marocain s'est également divisé en deux camps : celui du cheikh Maghraoui, qualifié de traditionnel, donc pro-Al Saoud. Puis un autre plus radical, la *Salafiya jihadiya*, créé par Mohamed Fizazi père. Des publications, des cassettes vidéo et des enregistrements sonores circulaient alors librement, notamment dans les mosquées, vantant le choix du jihad. Des livres jihadistes étaient vendus librement aux Habous. Cela ne posait vraisemblablement pas de problème à l'État. »

« Les commerçants de la foi »

Abdelwahab Rafiki obtient son baccalauréat en 1993 et prend, l'année suivante, la direction de l'Arabie Saoudite. « Je voulais approfondir mon savoir religieux, mais également chercher ma voie loin de l'influence de mon père. Je me suis installé à Médine pour des études de la chari'a à l'université islamique ». Le jeune homme découvre la réalité des études théologiques dans une Arabie Saoudite en guerre avec une partie de ses oulémas et où un contingent de la jeunesse ne jure plus que par Oussama Ben Laden. « Le courant *madkhaliste* (courant wahhabite pro-régime) avait un grand pouvoir à l'université. Et si l'on se réclamait d'une autre idéologie, on risquait l'expulsion. Il y avait une ambiance tyrannique. Le courant salafiste de Maghraoui était bien sûr du côté des *madkhalistes* », se souvient-il. Là-bas, Abdelwahab Rafiki fait également une découverte qui va le marquer à vie : « C'était un nid d'hypocrites et de pseudo-oulémas qui utilisaient la religion pour s'enrichir. C'est le cas du cheikh Maghraoui, qui était un commerçant de la foi et utilisait ses 130 Maisons du Coran pour faire du business, avec la manne de l'Arabie Saoudite. Là-bas, j'ai déclaré la guerre aux *madkhalistes* et à Maghraoui. »

Dès qu'il obtient sa licence, il revient au Maroc. On est en 1998 et le courant jihadiste est à son apogée. Abdelwahab Rafiki est devenu, selon la tradition salafiste, Abou Hafs, après avoir eu son premier enfant. Il s'installe d'abord à Casablanca. « J'étais bien sûr perçu comme un salafiste jihadiste. J'étais le fils de mon père, un homme très respecté par la galaxie salafiste. À la maison, on recevait beaucoup de jihadistes : Abou Harith, Mejjati, Haddouchi, Fizazi... Les écrits jihadistes circulaient librement. Les recrutements s'opéraient dans les maisons. » Fin 2000, Abou Hafs s'installe à Fès afin de suivre un master. En même temps, il commence à donner des *durûs*, leçons, dans une Maison du Coran à Bensouda. « J'avais un bagage académique que je me devais de dispenser à ceux qui en avaient besoin. » Abou Hafs voit sa réputation de cheikh jihadiste prendre de l'ampleur. Ses cours attirent du monde. « 3 000 à 4 000 personnes assistaient à mes cours. Plusieurs étaient d'obédience jihadiste. » Abou Hafs se souvient de Fès en ces temps-là, surtout de Bensouda. Le quartier vivait sous le règne des *takfiristes* : « Ils considéraient la prière dans les mosquées officielles comme illicite. Il y avait un système de carton jaune et rouge, comme dans un match de football, qu'appliquaient les *takfiristes* sur quiconque leur semblait sortir de leur code. Une fois

² https://fr.wikipedia.org/wiki/Abd_al-Aziz_ibn_Baz

qualifié de *kafir*, il fallait refaire ses ablutions et prononcer la *chahada* ! Sinon, on était expulsé de la communauté des musulmans. Ils étaient contre la société dans laquelle ils vivaient. Ils ont créé des conflits à l'intérieur des familles, entre les voisins, toujours pour les histoires de *takfir*. C'était quelque chose qui était étranger à mes principes. » Puis, il y avait ces brigades islamistes qui ont commencé à s'organiser contre les *guerraba*, les délinquants et les dealers, surtout dans les quartiers de Aouinate Hajjaj, Bensouda ou Hay Hassan. « On m'a imputé la création de ces brigades alors que c'était totalement faux. Ces jeunes venaient à mes cours. Mais, en fait, ils n'ont fait que répondre aux besoins de la population, pour plus de sécurité dans le quartier. De plus, ils travaillaient de concert avec des agents d'autorité. » Ailleurs, notamment à Casablanca, les *takfiristes* ont fait beaucoup plus de dégâts. À Douar Sekouila, comme dans les bidonvilles Thomas et à Lahraouiyine, c'est la bande à Youssef Fikri qui a sévi³. Fin des années 1990, début des années 2000, ces quartiers étaient des zones de non droit où la police n'entrait jamais. À la tête du mouvement *Sirât al-moustaqim*, le droit chemin, les *takfiristes* ont été derrière plusieurs meurtres, motivés toujours par des jugements d'apostasie, à Casablanca, mais également à Salé et à Meknès⁴.

« Les Marocains, heureux pour le 11 septembre »

Le 11 septembre 2001 inscrit encore plus Abou Hafs dans la mouvance jihadiste. Il se souvient : « J'étais alors invité à une grande fête dans l'ancienne médina à Fès, non loin de la Qarawiyyine. Il y avait foule. J'ai alors prononcé une allocution passionnée où je déclarais que la journée du 11 septembre était bénie. » Et d'ajouter : « Il y avait beaucoup de haine pour les États-Unis, qualifiés de grand allié d'Israël et d'ennemi de l'islam. La dernière chose qui pouvait me passer par la tête, c'était de m'interroger sur la légalité religieuse de cet acte, si des personnes innocentes avaient été tuées lors de ces attaques ou si attaquer des civils dans leur lieu de travail faisait partie de la religion ou pas. J'étais fier de cette attaque. » Abou Hafs se rappelle des ambiances qui ont suivi les attaques : « Après les événements de New York, tout le monde était heureux. Et je parle là du sentiment général de mes concitoyens. Dans les milieux salafistes, on a même sacrifié moutons ou veaux en guise de célébration. » Et d'ajouter : « Les images d'Al Jazeera, avec musique et mise en scène, de l'intervention américaine en Afghanistan ont renforcé le sentiment anti-américain. Puis, il y a eu Jenine en 2002. On considérait alors tous Oussama Ben Laden comme un héros. » Abou Hafs prononce alors des prêches où il s'attaque aux pouvoirs arabes « à la solde des sionistes » et porte au firmament Oussama Ben Laden. « C'était un prêche politique qui a fait le tour du pays. »

Mai 2002, première arrestation causée par ce prêche. Il écope de six mois de prison et a été gracié cinq jours avant la fin de la peine. À sa sortie de prison, Abou Hafs est devenu l'attraction favorite de la presse. « Je voulais remettre les choses en place, mais c'était impossible. J'étais porté par cet élan. » En mars 2003, deux mois avant les attentats de 16 mai à Casablanca, Abou Hafs est de nouveau arrêté.

« Je n'imaginai jamais qu'on allait m'imputer les événements du 16 mai. J'étais toujours persuadé qu'ils allaient me libérer, qu'il ne s'agissait là que d'un malentendu. » Les choses se compliquent pour le cheikh, labélisé jihadiste suite à ses prêches enflammés : « En prison, j'ai pris pleinement conscience de la dimension que j'avais atteinte. Mes idées ont été interprétées par une partie des jeunes comme des appels au jihad. » C'est là qu'Abou Hafs prend la mesure des interpellations, des rafles qui touchent tous ceux qui avaient une relation proche ou lointaine avec le salafisme. « Des centaines de jeunes ont été arrêtés, interrogés,

³ <http://www.bladi.net/je-tue-et-je-decoupe-les-corps-des-mecreants.html>

⁴ <http://www.bladi.net/le-maroc-enquete-sur-une-serie-de-crimes-d-inspiration-religieuse.html>

parfois même torturés parce qu'un tel a parlé, joué au foot, mangé un sandwich ou eu un contact anodin avec un présumé terroriste. À Sidi Moumen, ils ont arrêté tous ceux qui avaient une barbe islamiste. Plusieurs d'entre eux sont encore en prison. Les autorités ont été d'une injustice inqualifiable. » Il se souvient des conditions de détention des premiers jours : isolement total, cellules sans matelas, mauvaise nourriture... Il se souvient aussi des histoires des détenus qui ont été torturés à Témara. « C'était comparable aux années de plomb. Des détenus ont subi les formes les plus barbares de torture. »

Le 30 septembre 2003, le verdict tombe : Abou Hafs écope d'une peine de 30 ans de prison, « alors que la police n'avait rédigé aucun P.V., qu'il n'y avait aucune preuve sur notre implication dans ces événements. Les sentences contre nous, les *chioukh* de la Salafiya jihadiya, étaient déjà faites. » Il passera neuf ans en détention avant d'être libéré, en février 2012, suite à une grâce royale. Entretemps, il entame un travail de recherche sur ses convictions doctrinales. « Le premier livre qui m'a mis sur la bonne route et m'a fait prendre conscience que je vivais une sorte de tromperie est *Siyar A'lam Al-Nubala'* (*Biographies des nobles personnages*) de l'imam Dhahabi (Beyrouth, Mu'assassat al-Risalah, 2014). J'ai compris alors qu'on avait tort de sacraliser des personnages historiques qui pouvaient être également dans le faux. J'ai décidé depuis de recycler mon bagage religieux. » Abou Hafs entame une grève de la faim avec d'autres détenus, dont les autres *chioukh* de la Salafiya, pour rendre les conditions de détention plus humaines. « Nous avons eu gain de cause après 27 jours de grève. Nous avons droit dès lors à des livres, des ordinateurs, plus de visites, le droit d'avoir des moments intimes avec nos épouses. En 2006, nous avons même introduit la chaîne ART dans la prison, pour suivre les matchs de football de la Coupe du monde. Je commençais à m'éloigner des autres *chioukh*, à remettre en cause les fondements du salafisme jihadiste, à m'ouvrir sur d'autres horizons comme le droit et la sociologie. J'ai opté pour le raisonnement et la critique. Je me suis senti alors mieux et plus en phase avec moi-même. » À Bourkayez, le célèbre pénitencier fassi, cette évolution lui vaut l'inimitié de plusieurs prisonniers. « Des jeunes étaient de mon côté et appréciaient mon discours. D'autres m'attaquaient, me menaçaient, mais moi, je n'avais cure de tout cela. Ils savaient que s'ils acceptaient de débattre avec moi, ils allaient au moins, commencer à douter. De toute façon, ce qui importait pour moi, c'était la recherche de la vérité. »

En 2009, Abou Hafs lance la fameuse initiative *Ansifouna* (Rendez-nous justice), conséquence de ses fameuses *Mourajaâtes* ou remises en cause. Abou Hafs parle alors de ces remises en cause comme « une obligation religieuse », « un devoir de la raison »... Il invoque trois points essentiels. Tout d'abord, le rejet de la violence, des actions militaires dans les pays musulmans et non musulmans. Ensuite, son refus catégorique du *takfir* de la société. Enfin, l'acceptation de la Commanderie des croyants incarnée par le roi. En février 2012, Abou Hafs est gracié avec deux autres grands *chioukh* de la *Salafiya jihadiya*, Kettani et Haddouchi. « Depuis, j'ai embrassé le travail politique, d'abord au sein du parti Annahda wal fadila (Parti de la renaissance et de la vertu) puis dernièrement en tant que candidat aux législatives 2016 avec l'Istiqlal, mais j'ai aussi assumé complètement mes nouvelles idées et mon nouveau projet, pour un islam des Lumières. »

Un salafiste aux idées humanistes

Abdelwahab Rafiki a décidément bien changé. La preuve : ses différentes opinions sur des débats de société où il adopte une position, « mue par la volonté de vivre ensemble », aux antipodes des idées salafistes. Il insiste sur le fait que tout le travail qu'il fait trouve ses justifications dans le référentiel islamique. « Il faut sortir de la croyance héritée et passer à une croyance de conviction ». Sur la sécularisation, il est on ne peut plus clair : « Il faut rationaliser l'acte politique. Il faut libérer la religion du joug de la politique parce que c'est la politique qui utilise la religion pour justifier la tyrannie. De plus, l'État n'a pas à s'immiscer dans les affaires privées des gens, y compris leur religiosité. » À propos de

l'héritage, il insiste sur l'importance de la *wassiya* (testament) et oppose le « Coran de la *wassiya* au Coran de l'héritage ». Pour notre cheikh, la liberté de conscience est valable du point de vue religieux. « Je suis pour la liberté de la conscience, de choisir ses idées et ses convictions. Je suis même pour l'inscrire dans la législation. Il ne s'agit pas seulement d'un droit humain : l'islam la recommande vivement. » Quant aux mouvements *takfiristes* et terroristes comme Daech, il se montre catégorique : « Il faut remettre en cause toute la base de raisonnement de Daech au lieu de critiquer seulement le mouvement et ses actions. » Abou Hafs prend pour preuve le fait que, dans le cas du pilote de l'avion de chasse jordanien condamné à être brûlé, « Daech a justifié cet acte par une des *fatwas* d'Ibn Taymiya. Ils n'ont fait qu'appliquer une de ses lois. » Pour lui, l'approche sécuritaire dans le traitement du dossier du terrorisme est insuffisante. Il faut s'attaquer directement au socle idéologique qui sert de base à la mouvance jihadiste. L'approche doit être également religieuse et intellectuelle. « Il va falloir faire un tri dans ce patrimoine religieux islamique et avoir le courage d'annuler certains textes et d'en corriger d'autres. Il faut oser une révolution de l'intérieur même du texte religieux. Sinon, cette littérature servira les intérêts des extrémistes et des radicaux de tous bords et produira tous types de violences sanguinaires. »